

AKTUELL

NOUVELLE EDUCATION

Un train en marche

David Wagner

A l'occasion de son assemblée générale, le Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle s'est célébré.

Normal : Eis Schoul va ouvrir ses portes et la ministre est sa plus grande fan.

Pas de doute, nous sommes bien à une réunion d'enseignants alternatifs. Sur les tables essaimées ci et là ont été disposés des pommes et des abricots et quelques verres prêts à accueillir l'eau minérale. La pédagogie est présente dans les moindres détails. Nous sommes loin des AG syndicales et de leurs obligatoires « Humpen ».

Et parce que la communication prime avant tout, chaque table dispose de quelques fiches vierges et de crayons. L'instituteur Laurent Biltgen s'approche alors du pupitre et invite les participant-e-s à cette assemblée générale du Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle (Glen) à utiliser ces ustensiles en cours de réunion pour y inscrire leurs observations et propositions. Elles seront par la suite récoltées et envoyées à tout intéressé.

Ce sera une soirée harmonieuse. Denis Scuto, le président du Glen, donne le ton, car il est rare ces derniers temps d'entendre un enseignant saluer la ministre de tutelle par un chaleureux « chère Mady », qui, soit dit en passant, a adhéré à l'association. « Ce soir, c'est une assemblée générale de l'émotion », continue-t-il. Les membres du Glen ont raison de se réjouir, ils fêtent un heureux événement : la naissance de leur « bébé », comme l'appelle Scuto, le projet-pilote « Eis Schoul » qui ouvrira ses portes à la prochaine rentrée (voir woxx 955).

L'optimisme du Glen est compréhensible, car pour l'instant, tout semble couler de source. Scuto témoigne ainsi qu'il n'a pas fallu à la ministre

plus de cinq minutes pour accepter le projet-pilote. Idem pour l'échevine de la capitale Viviane Loschetter. Adroit, il n'est pas revenu sur les frictions initiales avec le Comité de co-gestion des enseignants de la ville de Luxembourg. Même la députée-maire de Hesperange et ancienne institutrice, Marie-Thérèse Gantenbein (CSV), avait déclaré à la tribune de la Chambre lors du débat afférent qu'il « fallait complètement repenser l'école ».

Il est vrai que la « nouvelle éducation » remet en cause l'enseignement traditionnel frontal, même si elle n'est plus si nouvelle que cela. Invité de la soirée, Charles Pépinstter, du Groupe belge d'éducation nouvelle (GBEN), a d'ailleurs retracé le parcours de son groupement né en 1983. Cette « école de la non-violence » purgée de ses points, de ses bonnes notes, de ses punitions, ces méthodes « pour acheter les enfants », comme l'a décrit Scuto, commence d'ailleurs à faire tâche d'huile. Ainsi, Pépinstter a pu à son tour annoncer fièrement l'ouverture prochaine d'une nouvelle école primaire estampillée GBEN à un kilomètre de la frontière luxembourgeoise.

L'éducation nouvelle est en marche. Pas seulement parce qu'elle est - légitimement - prosélyte, mais parce que le concept séduit ... et qu'il fonctionne là où il est mis en place. De plus, il jouit, en tout cas au moins jusqu'aux prochaines élections, de l'appui sans faille de Mady Delvaux qui s'est dit « heureuse de faire partie du projet depuis le début ». Et la demande qu'elle a adressée à l'assemblée est sans équivoque : « N'en restez pas à ce premier succès, continuez à mobiliser des gens ! » Peut-être est-ce cela la méthode Delvaux pour réformer le système pédagogique de l'école luxembourgeoise : l'homéopathie législative. Au lieu de passer par une loi qui, face aux multiples résistances d'une partie de la corporation, s'en retrouverait vidée de sa substance, elle laisse fleurir ci et là des projets dont elle est convaincue de la justesse. En espérant qu'avec le temps, les adeptes de la nouvelle éducation auront gagné l'hégémonie pédagogique.

SHORT NEWS

Belval: Priorität für den öffentlichen Transport?

„Friche Belval: Motor a Virbild fir eng nei wirtschaftlech an nohaltig Entwécklung am Süden“ - derart optimistisch lautete der Titel der grünen Konferenz vom Montag, und auch die grünen Vertreter Felix Braz und Robert Rings, Schöffen in Esch bzw. Sanem gaben sich „überwältigt“ von der Entwicklung der Brachen. Vincent Derwiche, Verantwortlicher der Entwicklungsgesellschaft Agora, rührte eifrig die Werbetrommel für sein Projekt, erwähnte aber Kritiken wie jene des Stadtplaner Rolo Fütterer oder von Exponenten der Uni Luxemburg nicht, die auf die Zerstörung von industrieller Bausubstanz hinweisen, oder auf eine unzulässige Erhöhung der Baudichte, die dem Masterplan widerspricht. Mit Kritiken wie jener, dass der öffentliche Transport auf Belval wenig gefördert wird, konnten alle drei nicht einverstanden sein. Der angestrebte Modal Split von 40/60 werde eingehalten, so Felix Braz, und auf Druck der Gemeinden seien Tramtrassen eingeplant worden. Der Plan einer leichten Tram auf Belval, der unter Transportminister Grethen auf Eis gelegt worden war, werde sogar von seinem Nachfolger Lucien Lux mit Wohlwollen betrachtet. Eine neue Arbeitsgruppe von Transportministerium, Gemeinden und Agora befasse sich derzeit mit dem Vorhaben. Wichtig sei nun, so Braz, dass die leichte Tram Bestandteil des demnächst publik werdenden „Plan sectoriel transports“ werde. Trotzdem: Das Gerangel der Promotoren um Parkplätze hat längst begonnen, derweil PendlerInnen und Rockhalsfans noch bis mindestens 2011 auf eine ordentliche Haltestelle warten müssen. Bis dahin müssen sie sich mit einem öden Bahnsteig und provisorischen Blechtreppen zufrieden geben, die weder fahrrad- noch rollstuhlgerecht sind.

Honte à l'Europe

Trois partout. Non, ce n'est pas le résultat d'un match de l'Euro 2008, mais celui du vote des eurodéputés luxembourgeois hier au parlement à Strasbourg sur le projet de directive concernant le retour des immigrés clandestins. La « directive de la honte », comme l'ont intitulé les ONG européennes a été approuvée par Lydie Polfer (DP), Jean Spautz et Astrid Lulling (tous deux CSV), tandis que le vert Claude Turmes, le socialiste Robert Goebbels et Erna Hennicot-Schoepges (CSV et la seule députée du Parti populaire européen à avoir voté contre) s'y sont opposés. Finalement, une majorité de nationalistes, de conservateurs, de libéraux et une partie des socialistes ont approuvé le texte répressif (367 pour, 206 contre et 109 abstentions). Petit rappel : la directive en question n'a pas provoqué pour rien l'ire des associations de défense des réfugiés. Outre d'ouvrir la possibilité d'enfermer une personne jusqu'à 18 mois en centre de rétention, elle permet également d'y placer des mineur-e-s et de prononcer des interdictions de séjour de cinq ans à l'égard des expulsé-e-s. L'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) souligne dans un communiqué de presse que le gouvernement luxembourgeois avait donné son accord en Conseil des ministres à cette formule. Le principal parti du gouvernement, le CSV, et son chef, Juncker, se réjouiront certainement de la prise de position d'Hennicot-Schoepges, qui ne mâche pas ses mots. Estimant que la privation de liberté prévue dans le texte est un « acte grave », elle estime que « des actions juridiques à l'encontre des passeurs et ces trafiquants de main d'oeuvre seraient plus urgents », avant de conclure que « nous ne sommes pas propriétaires de la terre, nous n'avons pas le droit de nous considérer les maîtres du continent et même les Etats de droit que nous sommes ne nous permettent pas de transgresser les droits de l'intégrité de la personne ». Sa collègue Lulling n'hésite quant à elle pas à faire dans la démagogie : elle estime que les 18 mois de rétention ne concerneraient que les « cas extrêmes », à savoir les personnes constituant un danger pour la collectivité ou présentant un « danger de fuite ». « J'aimerais bien voir le politicien qui refuserait de voter pour plus de sécurité pour ses concitoyens », conclut-elle. L'on comprend mieux l'Asti qui se dit « choquée » d'avoir entendu, lors des débats à Strasbourg, certains députés invoquer l'opinion publique pour justifier la directive. D'après elle, le continent « fuit les défis pour mieux flatter son opinion publique et attiser une xénophobie rampante ». Message transmis à Spautz, Lulling et Polfer.

